TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

MONTRÉAL

DOSSIER : **C-2025-5546-2** (24-0866-1)

LE 15 AOÛT 2025

**SOUS LA PRÉSIDENTICE DE EDITH CREVIER,
JUGE ADMINISTRATIF**

LE COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

c.

L'agent **STÉPHANE SAVOIE**, matricule 6
Ex-membre du Service de police de la Ville de Repentigny

DÉCISION AU FOND ET SUR SANCTION

APERÇU

[1] Monsieur Anthony Catalogna est au volant de son véhicule, arrêté devant un passage piétonnier. L'agent Stéphane Savoie et son partenaire, l'agent Pierre-Paul Tardif, circulent dans leur autopatrouille dans la voie de gauche, positionnée en diagonale devant le véhicule du plaignant qui lui se trouve dans la voie de droite.

[2] Puisque le véhicule qui précède celui de monsieur Catalogna tarde selon lui à avancer, il le klaxonne. L'agent Savoie, du côté passager de l'autopatrouille, sort sa tête par la fenêtre et crie des bêtises à monsieur Catalogna.

[3] Les policiers actionnent leurs gyrophares et interceptent le véhicule de monsieur Catalogna. Celui-ci est informé qu'il recevra des constats d'infraction pour avoir contrevenu au *Code de la sécurité routière*¹.

---

¹ RLRQ, c. C-24.2.

[4] Alors que l'agent Tardif et monsieur Catalogna discutent, le ton monte. Monsieur Catalogna est en colère et il insulte l'agent Tardif.

[5] L'agent Savoie se rend auprès de monsieur Catalogna et l'informe, en haussant la voix, qu'il pourrait recevoir un autre constat d'infraction s'il ne cesse de répliquer.

[6] Des échanges houleux ont lieu et l'agent Savoie crie des bêtises à monsieur Catalogna. Il retire sa veste pare-balles et adopte une attitude de combat.

[7] Monsieur Catalogna porte plainte auprès du Commissaire à la déontologie policière (Commissaire).

[8] L'agent Savoie est cité devant le Tribunal administratif de déontologie policière (Tribunal) pour ne pas s'être comporté de manière à préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction, en manquant de respect et/ou de politesse à l'égard de monsieur Catalogna, commettant ainsi un acte dérogatoire à l'article 5 du *Code de déontologie des policiers du Québec*² (Code).

[9] Il est également cité pour avoir abusé de son autorité, en intimidant ou menaçant monsieur Catalogna, commettant ainsi un acte dérogatoire à l'article 6 al. 2 (2) du Code.

[10] L'agent Savoie reconnaît sa responsabilité déontologique et les procureurs soumettent une suggestion commune de sanction, à savoir une déclaration d'inhabilité à exercer les fonctions d'agent de la paix de deux mois sur chaque chef, concurrentes entre elles.

[11] Le Tribunal prend acte de la reconnaissance de responsabilité déontologique et entérine la suggestion commune de sanction.

FAITS

[12] Dans le cadre de la reconnaissance de responsabilité déontologique de l'agent Savoie, les parties soumettent un exposé conjoint des faits et déposé de consentement³. Il se lit comme suit :

« EXPOSÉ CONJOINT DES FAITS, RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITÉ DÉONTOLOGIQUE ET SUGGESTION COMMUNE SUR LA SANCTION

1. Le Commissaire à la déontologie policière [le Commissaire] cite devant le Tribunal administratif de déontologie policière [le Tribunal], sous la citation C-2025-5546-2, l'agent Stéphane Savoie, ex-membre de la Sécurité publique de Repentigny [l'intimé], pour les chefs suivants :

---

² RLRQ, c. P-13, r. 1.

³ Pièce CP-1.

"1. Lequel, à Repentigny, le ou vers le 12 octobre 2023, alors qu'il était dans l'exercice de ses fonctions, ne s'est pas comporté de manière à préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction, en manquant de respect et/ou de politesse à l'égard de monsieur Anthony Catalogna, commettant ainsi l'acte dérogatoire prévu à l'article 5 du *Code de déontologie des policiers du Québec* (chapitre P-13.1, r. 1) ;

2. Lequel, à Repentigny, le ou vers le 12 octobre 2023, alors qu'il était dans l'exercice de ses fonctions, a abusé de son autorité, en intimidant ou menaçant monsieur Anthony Catalogna, commettant ainsi l'acte dérogatoire prévu à l'article 6 (2) du *Code de déontologie des policiers du Québec* (chapitre P-13.1, r. 1).".

Exposé conjoint des faits

2. Le 12 octobre 2023, monsieur Anthony Catalogna [le plaignant] conduit à Repentigny, sur la rue Valmont, en direction nord. Il se retrouve alors près du *Centre de formation professionnelle des Riverains*.
3. Au même moment, l'intimé, passager à bord du véhicule de police, et son partenaire, l'agent Tardif, se retrouvent sur la même rue, devant une traverse de piéton.
4. Le plaignant se trouve dans la voie de droite, à l'arrière d'un véhicule civil, tous deux immobiles face au passage piéton.
5. La voiture de police se trouve dans la voie de gauche, à côté du véhicule civil. La voiture du plaignant est donc à l'arrière en diagonale, de celle de l'intimé.
6. Le plaignant, voyant que le passage piéton est maintenant vide, klaxonne le véhicule devant lui. L'intimé sort sa tête de la fenêtre, toujours du côté passager, et crie des bêtises au plaignant.
7. Ce dernier continue son chemin et traverse le passage piéton. À cet instant, les policiers activent les gyrophares du véhicule de police et interceptent le plaignant.
8. L'agent Tardif va à la rencontre du plaignant. Il l'informe qu'il a contrevenu au *Code de la sécurité routière* et que des constats lui seront remis, notamment pour avoir traversé un passage piéton alors que des piétons s'y trouvaient.
9. Après quelques minutes, l'agent remet les constats au plaignant. Ce dernier, en colère, argumente avec l'agent Tardif et l'insulte. Le ton de la conversation monte.

10. C'est à ce moment que l'intimé sort du véhicule de police et va à la rencontre du plaignant, qui, à ce moment, est toujours assis dans son véhicule. L'agent Tardif se retire de la situation et se recule vers le véhicule de police.
11. L'intimé affirme au plaignant, en haussant la voix, que s'il ne cesse de répliquer, il lui donnerait un autre constat. Le plaignant répond qu'il connaît ses droits et qu'il peut répliquer aux policiers.
12. L'intimé l'avertit, toujours sur le même ton, qu'il serait arrêté s'il ne cessait de leur tenir tête. La situation et la conversation s'enveniment entre l'intimé et le plaignant.
13. Le plaignant sort ensuite de son véhicule pour poursuivre l'échange avec l'intimé.
14. Le plaignant affirme dans sa plainte que sa dignité avait été touchée, qu'il était dans un état de panique et de peur et qu'il se sentait menacé. La situation continue de s'envenimer entre le plaignant et l'intimé.
15. Tout en poursuivant un échange animé avec le plaignant, l'intimé retire ensuite sa veste pare-balles et adopte une position et une attitude de combat.
16. L'agent Tardif déclare avoir vu l'intimé et le plaignant très près l'un de l'autre, et avoir vu la veste pare-balles de l'intimé au sol.
17. L'agent Tardif va chercher l'intimé, met un terme à l'intervention. Le duo quitte les lieux.
18. Le plaignant a reçu trois (3) constats lors de cette intervention ; un pour avoir klaxonné sans nécessité, un pour avoir injurié un policier et un pour avoir traversé le passage piéton alors qu'un piéton s'y retrouvait.
19. Il fut reconnu coupable des deux premiers constats, mais fut acquitté du troisième.

Reconnaissance de responsabilité déontologique

20. L'intimé reconnaît qu'il ne s'est pas comporté de manière à préserver la confiance et la considération que requièrent ses fonctions, en manquant de respect et/ou de politesse à l'égard du plaignant.
21. Avec le recul, l'intimé convient qu'il aurait dû adopter un ton professionnel lors de son intervention et qu'il se devait de désescalader la situation, plutôt que de s'engager dans un échange animé avec le plaignant. D'autant plus qu'il est sorti de son véhicule de police pour aider son partenaire et que la scène s'est déroulée devant témoins.

22. L'intimé reconnaît que perdre son sang froid à l'égard d'un citoyen, même si celui-ci est peu collaboratif, nuit à l'image des policiers.
23. L'intimé reconnaît également qu'il a abusé de son autorité, en invitant le plaignant à la confrontation par le retrait de sa veste pare-balles, adoptant ainsi une attitude intimidante ou menaçante.
24. L'intimé reconnaît qu'il a adopté un comportement intimidant, par son attitude globale, notamment par le retrait de sa veste pare-balles.
25. Il reconnaît que son intervention manquait de professionnalisme et qu'elle ne respectait pas les normes élevées de service à la population et de conscience professionnelle attendues des policiers.
26. Par conséquent, il admet avoir commis les actes dérogatoires mentionnés aux deux chefs de la citation C-2025-5546-2.
27. Il est conscient du respect qu'il faut accorder à toutes les dispositions contenues dans le *Code de déontologie des policiers du Québec* [le Code] et qu'il devait toujours agir de manière à assurer le respect des droits et libertés des citoyens.
28. Il a eu le temps de prendre connaissance, de réfléchir et de comprendre la portée du présent document avant de le signer.
29. Il a pris le temps de consulter toutes les personnes qu'il a jugé nécessaire, y compris son procureur, avant de signer le présent document.
30. L'intimé se déclare satisfait du présent document et accepte de le signer de façon libre et volontaire.
31. Les parties déclarent que cette reconnaissance de responsabilité abrège les débats et évite le déplacement de plusieurs témoins, qu'ils soient civils ou policiers.

Suggestion commune portant sur la sanction

32. L'intimé Stéphane Savoie était policier depuis 1988. Au moment des faits reprochés, l'intimé avait donc 35 ans d'expérience.
33. L'intimé est maintenant retraité.
34. Ce dernier a une inscription à son dossier déontologique, pour une dérogation à l'article 11 du Code, en octobre 2000 Il avait reçu une sanction de 60 jours de suspension sans traitement.

35. En tenant compte de l'ensemble des circonstances, de la reconnaissance de responsabilité et de la jurisprudence, les parties recommandent respectueusement au Tribunal que la sanction suivante soit imposée à l'intimé Stéphane Savoie :
- **Chef 1** : une déclaration d'inhabileté de deux (2) mois.
  - **Chef 2** : une déclaration d'inhabileté de deux (2) mois.
36. Les périodes de suspension seront concurrentes entre elles, pour un total de deux (2) mois d'inhabileté.
37. Les procureur.es des parties font valoir que cette reconnaissance de responsabilité a le mérite d'abrèger les débats.
38. Cette sanction sert les intérêts de la justice et apparaît juste et raisonnable dans les circonstances. Les parties soumettent que le Tribunal devrait entériner la recommandation commune des parties, conformément à la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire *R. c. Anthony Cook*. Décision qui fut reprise récemment par le Tribunal :

"[...] une recommandation commune ne devrait pas être écartée à moins que la peine proposée soit susceptible de déconsidérer l'administration de la justice ou qu'elle soit contraire à l'intérêt public." » (*sic*) (Références omises)

MOTIFS

La loi

[13] Les procureurs recommandent au Tribunal de déclarer l'agent Savoie inhabile à exercer les fonctions d'agent de la paix pour une période de deux mois, sur chaque chef.

[14] Voyons comment cette recommandation s'insère dans l'échelle des sanctions prévues par le législateur à l'article 234 de la *Loi sur la police*⁴ :

« **234.** Lorsque le Tribunal décide que la conduite d'un policier est dérogoire au Code de déontologie, il peut, dans les 14 jours de cette décision, imposer à ce policier pour chacun des chefs, l'une des sanctions suivantes, lesquelles peuvent être consécutives, le cas échéant :

1° (*paragraphe abrogé*);

2° la réprimande;

3° (*paragraphe abrogé*);

---

⁴ RLRQ, c. P-13.1.

4° la suspension sans traitement pour une période d'au plus 60 jours ouvrables;

5° la rétrogradation;

6° la destitution.

Le Tribunal peut imposer à ce policier, en plus des sanctions prévues au premier alinéa, l'une ou l'autre des mesures suivantes:

1° suivre avec succès une formation;

2° suivre avec succès un stage de perfectionnement, s'il estime que le niveau de compétence du policier s'avère inférieur aux exigences de la protection du public.

En outre, le policier qui ne peut faire l'objet d'une sanction parce qu'il a démissionné, a été congédié ou a pris sa retraite, peut être déclaré inhabile à exercer des fonctions d'agent de la paix pour une période d'au plus cinq ans. »

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA SANCTION

[15] La sanction doit prendre en considération la gravité de l'inconduite, les circonstances de l'événement et la teneur du dossier de déontologie du policier cité⁵. Elle doit comporter à la fois un caractère de dissuasion et d'exemplarité dans le but d'assurer une meilleure protection des citoyens.

Principes particuliers d'une reconnaissance de responsabilité déontologique et d'une suggestion commune

[16] La reconnaissance de l'inconduite par l'agent Savoie comporte l'avantage d'abrégé le débat tout en accordant toute leur valeur aux dispositions du Code.

[17] Lorsque les procureurs au dossier présentent une suggestion commune, elle doit être prise en haute considération, particulièrement lorsqu'elle respecte l'esprit de la loi, qu'elle n'est pas contraire à l'intérêt public et qu'elle ne déconsidère pas l'administration de la justice⁶

---

⁵ *Id.*, art. 235.

⁶ *Commissaire à la déontologie policière c. Pronovost*, 2020 QCCDP 29.

[18] Ces principes étant acquis, la détermination de la sanction ne peut se faire à l'aveuglette. Elle doit s'inscrire dans le cadre de la déontologie policière et tenir compte non seulement de la jurisprudence du Tribunal, mais aussi des éléments particuliers, propres au dossier.

[19] Le Tribunal doit donc avoir ces principes à l'esprit et se demander si la proposition soumise est acceptable compte tenu de l'information qui lui est communiquée par les procureurs, laquelle doit présenter une description complète des faits pertinents à l'égard du policier cité et de l'inconduite.

GRAVITÉ DE L'INCONDUITE ET CIRCONSTANCES

[20] Abuser de son autorité en intimidant ou en menaçant comporte un niveau élevé de gravité. En effet, l'abus d'autorité est un manquement déontologique sérieux, car il est, selon la jurisprudence, un geste répréhensible, mauvais, immodéré ou excessif⁷.

[21] Quoique cette faute soit commise en vertu de l'article 6 du Code, il ne faut pas négliger l'impact d'une telle inconduite, laquelle porte atteinte à la confiance et à la considération des citoyens à l'égard de la fonction policière. Ici, ce sont les forces de l'ordre de tout niveau qui, devant de telles inconduites, risquent fort de voir la confiance des citoyens s'ébranler⁸.

[22] Quant au manque de respect ou de politesse en vertu de l'article 5 du Code, il porte atteinte à la respectabilité de la fonction. Même lorsque confronté à un citoyen mécontent ou irrespectueux, le policier doit maintenir une tête froide et communiquer raisonnablement.

[23] Le contexte de l'intervention de l'agent Savoie était plutôt banal. Bien que monsieur Catalogna ait pu proférer des insultes envers les agents, il appartenait à ceux-ci d'agir avec professionnalisme, ce que n'a pas fait l'agent Savoie.

[24] Hausser le ton et retirer sa veste pare-balles pour inviter un citoyen à se battre est inacceptable et démontre un mauvais contrôle de soi. Une telle approche, loin de favoriser la collaboration ou la confiance, est plutôt susceptible de susciter la méfiance et d'aggraver la perception d'un abus de l'autorité policière.

[25] Cette attitude répréhensible mérite une sanction appropriée.

---

⁷ *Côté c. Johnson*, C.Q. Montréal, 500-02-023612-927, 2 juin 1994, j. Poirier; voir aussi *Pagé c. Simard*, 2014 QCCQ 1351.

⁸ *Commissaire à la déontologie policière c. Auger*, 2025 QCTADP 27.

La sanction suggérée conjointement

[26] Les procureurs recommandent au Tribunal de déclarer l'agent Savoie inhabile à exercer les fonctions d'agent de la paix pour une période de deux mois, pour chacun des chefs.

[27] Au soutien de cette suggestion, les parties s'appuient particulièrement sur les affaires *Bigras*⁹, *Bigras*¹⁰ et *Auger*¹¹.

[28] Les parties exposent aussi clairement la gravité des inconduites dans leur exposé et dans leurs représentations. La suggestion commune prend compte de toutes les circonstances.

[29] Les parties précisent avoir considéré les 35 années d'expérience de l'agent Savoie, la crainte ressentie par monsieur Catalogna, mais aussi la reconnaissance de responsabilité déontologique ainsi que l'attitude de ce dernier lors de l'intervention.

[30] Le Tribunal note que l'agent Savoie a un antécédent déontologique en vertu de l'article 11 du Code, soit pour avoir manqué de prudence et de discernement en utilisant son autopatrouille¹². Or, puisque cet antécédent n'est pas de la même nature que les inconduites dans la présente affaire, les procureurs s'entendent pour dire qu'il s'agit d'un facteur neutre.

[31] L'agent Savoie est désormais à la retraite.

[32] La sanction suggérée satisfait aux principes généraux de la sanction et elle comporte à la fois un caractère de dissuasion et d'exemplarité, ce qui permet d'assurer une meilleure protection des citoyens.

---

⁹ *Commissaire à la déontologie policière c. Bigras*, 2002 CanLII 49247 (QC TADP), conf. en partie par 2003 CanLII 15734 (QC CQ) : 2 jours de suspension pour avoir adopté une attitude provocatrice.

¹⁰ *Commissaire à la déontologie policière c. Bigras*, 2023 QCTADP 6 : déclaration d'inhabilité de 3 mois pour avoir adopté une attitude agressive.

¹¹ *Commissaire à la déontologie policière c. Auger*, préc., note 8 : suspension de 1 jour pour avoir menacé ou intimidé en s'interposant physiquement auprès d'individus.

¹² *Commissaire à la déontologie policière c. Desjardins*, 2005 CanLII 59866 (QC TADP), conf. par 2012 QCCA 2193.

[33] Le Tribunal rappelle que lorsque les procureurs au dossier présentent une suggestion commune, elle doit être prise en haute considération si elle respecte l'esprit de la loi, qu'elle n'est pas contraire à l'intérêt public et qu'elle ne déconsidère pas l'administration de la justice¹³. Un seuil élevé, maintes fois rappelé par les tribunaux¹⁴.

[34] Considérant l'ensemble des éléments que les parties ont porté à l'attention du Tribunal, incluant les références à la jurisprudence, ainsi que la globalité de la sanction à être imposée, le Tribunal conclut que la suggestion commune n'est ni contraire à l'intérêt public ni susceptible de déconsidérer l'administration de la justice.

[35] **POUR CES MOTIFS**, le Tribunal :

Chef 1

[36] **PREND ACTE** que l'agent **STÉPHANE SAVOIE** reconnaît avoir dérogé à l'article 5 du *Code de déontologie des policiers du Québec*;

[37] **DÉCIDE** que l'agent **STÉPHANE SAVOIE** a dérogé l'article 5 du *Code de déontologie des policiers du Québec* (avoir manqué de respect et/ou politesse à l'égard de monsieur Anthony Catalogna);

[38] **DÉCLARE** l'agent **STÉPHANE SAVOIE** **inhabile à exercer les fonctions d'agent de la paix pour une période de deux mois** pour avoir dérogé à l'article 5 du *Code de déontologie des policiers du Québec* (avoir manqué de respect et/ou de politesse à l'égard de monsieur Anthony Catalogna);

Chef 2

[39] **PREND ACTE** que l'agent **STÉPHANE SAVOIE** reconnaît avoir dérogé à l'article 6 al. 2 (2) du *Code de déontologie des policiers du Québec*;

[40] **DÉCIDE** que l'agent **STÉPHANE SAVOIE** a dérogé l'article 6 al. 2 (2) du *Code de déontologie des policiers du Québec* (avoir intimidé ou menacé monsieur Anthony Catalogna);

---

¹³ *Commissaire à la déontologie policière c. Pronovost*, préc., note 6.

¹⁴ *R. c. Nahanee*, 2022 CSC 37, par. 1; *R. c. Anthony-Cook*, 2016 CSC 43, par. 5 et 32; *Reyes c. R.*, 2022 QCCA 1689, par. 17.

[41] **DÉCLARE** l'agent **STÉPHANE SAVOIE** inhabile à exercer les fonctions d'agent de la paix pour une période de deux mois pour avoir dérogé à l'article **6 al. 2 (2)** du *Code de déontologie des policiers du Québec* (avoir intimidé ou menacé monsieur Anthony Catalogna).

Edith Crevier

M^e Catherine L. Savaria
Roy, Chevrier, Avocats
Procureurs du Commissaire

M^e Andrew Charbonneau
RBD Avocats s.e.n.c.r.l.
Procureurs de la partie policière

Lieu de l'audience: À distance

Date de l'audience : 7 août 2025